

F. 2001 — 3510

[C - 2001/27718]

**14 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers
pour l'élagage à grande hauteur**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XV "Des subventions de la Région wallonne" inséré par le décret du 17 décembre 1992 et modifié par le décret du 16 février 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'élagage à grande hauteur, modifié par l'arrêté du 6 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis (32.157/4) du Conseil d'Etat, donné le 19 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le Règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Considérant la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention est attribuée à l'élagage à grande hauteur pour les espèces résineuses et feuillues.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donnent pas lieu à l'octroi de la subvention, les bois qui sont soumis au régime forestier, les bois dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, ainsi que les bois appartenant à des personnes de droit public belge.

Art. 2. La subvention est octroyée si les conditions suivantes sont réunies :

1° les espèces concernées par le présent arrêté sont toutes des essences résineuses et feuillues qualifiées de haute tige à production de bois d'œuvre;

2° les tiges élaguées doivent être réparties uniformément sur le terrain;

3° la hauteur minimale élaguée à atteindre est de six mètres pour les résineux et de quatre ou six mètres pour les feuillus;

4° seuls les élagages marchands, c'est-à-dire ceux permettant l'obtention ultérieure d'une bille ou d'une surbille nette de nœuds, sont subventionnables à l'exclusion de toute opération d'entretien ou d'élagage de pénétration;

5° les élagages seront réalisés avant que la circonférence des arbres d'élites à élaguer n'ait atteint au maximum 80 cm pour le douglas, les mélèzes et les peupliers et 60 cm pour les autres essences et ce, à 1,5 mètre de hauteur;

6° le diamètre maximum des branches rez-tronc à élaguer est fixé à 5 cm et à 7 cm, respectivement pour les résineux et les feuillus;

7° la subvention n'est accordée que pour une seule intervention au cours de la vie du peuplement pour les résineux. Elle peut être accordée pour deux interventions au cours de la vie du peuplement pour les feuillus;

8° la subvention en résineux porte sur l'élagage de deux à six mètres, même si celui-ci est effectué en deux fois;

9° en feuillus, deux subventions peuvent être obtenues, la première portant sur l'élagage atteignant quatre mètres et la seconde sur l'élagage atteignant six mètres de hauteur;

10° les conditions reprises au présent article doivent être remplies au moment de l'introduction de la demande.

Art. 3. Toute demande de subvention est adressée, par pli recommandé ou déposée contre récépissé, au Directeur du Centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande mentionne les nom, prénoms, et adresse du demandeur et, éventuellement, de son mandataire, et indique la nature du droit réel dont il dispose sur le bien.

Elle est accompagnée :

1° d'un extrait de plan cadastral sur lequel les parcelles, ou parties de parcelles, où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée sont entourées d'un trait rouge;

2° d'un extrait de carte topographique au 1/10 000, 1/20 000 ou 1/25 000 sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

3° pour chaque peuplement, d'une brève description qui indique l'étendue, l'âge, l'état de l'élagage et la composition des espèces en pourcentage;

4° de la copie de l'agrément du Ministère des Finances pour les groupements forestiers.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours de la réception de la demande.

Art. 4. Il ne peut être introduit qu'une demande de subvention par personne et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme ayant introduit la demande et non pas chacun des co-propriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

Art. 5. Les membres du personnel de la Division de la Nature et des Forêts visitent les lieux faisant l'objet de la demande de subvention et y procèdent aux contrôles appropriés, après avertissement du demandeur.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 6. Le directeur du centre se prononce sur la demande de subvention. Il notifie sa décision au demandeur dans un délai de trente jours à partir de la délivrance de l'accusé de réception de la demande. Les travaux peuvent débuter après la délivrance de l'accusé de réception sans préjuger de la décision qui sera prise.

Le demandeur peut introduire, par pli recommandé à la poste, un recours auprès du Ministre ou de son délégué contre la décision de refus de subvention ou en cas d'absence de décision du directeur du centre endéans le délai prévu. Le Ministre ou son délégué dispose de trente jours pour adresser notification de sa décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

Art. 7. Les travaux d'élagage doivent être effectués au plus tard dans un délai d'un an à dater de la décision de l'octroi de la demande de subvention.

Le demandeur notifie, par une lettre adressée au Directeur du Centre, la fin des travaux d'élagage.

Art. 8. La subvention sera liquidée en une fois sur base de la présentation des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées par le demandeur, et après vérification par le directeur du centre ou de son délégué, de l'exécution des travaux conformément à l'article 2.

Art. 9. La subvention est fixée à 60 % du montant des travaux réalisés pour toute demande de liquidation.

Cependant, pour toute demande de liquidation introduite avant le 31 août 2006, le taux de subvention est fixé à 80 % du montant des travaux à réaliser.

Le coût de l'élagage à subventionner est plafonné à la somme de :

- 2,5 euros (deux euros cinquante cents) par arbre élagué pour les résineux élagués jusqu'à au moins six mètres de hauteur;

- 1,25 euro (un euro vingt-cinq cents) par arbre élagué jusqu'à quatre mètres pour les feuillus;

- 1,75 euro (un euro septante-cinq cents) par arbre élagué de quatre à au moins six mètres pour les feuillus;

- 3 euros (trois euros) par arbre élagué en une fois jusqu'à au moins six mètres pour les feuillus.

Le nombre maximum d'arbres subsidiables par hectare est fixé à 200 pour les résineux et 120 pour les feuillus.

La superficie minimale prise en compte par parcelle est fixée à 50 ares. La subvention est plafonnée à un montant de 2 500 euros (deux mille cinq cents euros) par demande.

Un supplément de 125 euros/hectare (cent vingt-cinq euros/hectare) est octroyé dans le cas où la demande émane d'un groupement forestier constitué conformément à la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers.

Le supplément peut le cas échéant, augmenter d'autant le plafond visé à l'alinéa 5 du présent article.

Art. 10. Sauf cas de force majeure, le bénéficiaire doit maintenir ou garantir le maintien des lieux dans leur état boisé pendant vingt ans à partir de l'octroi de la subvention sous peine de remboursement de la somme réajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne.

En cas de plantation de peupliers hybrides, la période est ramenée à dix ans.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 modifié par l'arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'élagage à grande hauteur est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre qui a les Forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 3510

[C — 2001/27718]

**14. NOVEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Ausüstung in großer Höhe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XV "Zuschüsse der Wallonischen Region", eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 1995;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Ausüstung in großer Höhe, abgeändert durch den Erlass vom 6. März 1997;

Aufgrund des am 22. Juni 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 19. September 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens (32.157/4) des Staatsrats;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die von der Europäischen Union gefassten Beschlüsse auszuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Rahmen der Haushaltsmittel wird für die Ausüstung in großer Höhe von Nadel- und Laubbaumarten ein Zuschuss gewährt. Für die Pappelbestände kann lediglich für die Auflichtung von Zitterpappeln ein Zuschuss beansprucht werden.

Der Zuschuss wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, welches das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuss wird nicht gewährt für die an die Forstregelung gebundenen Wälder, die Wälder, deren Bewirtschaftung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist, sowie die Wälder, die öffentlich-rechtlichen Personen belgischer Staatsangehörigkeit gehören.

Art. 2 - Der Zuschuss wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° Der vorliegende Erlass betrifft die zur Nutzholzproduktion geeigneten, hochstämmigen Nadel- und Laubbaumarten;

2° Die ausgeästeten Stengel müssen gleichmäßig auf dem Gelände verteilt sein;

3° Die auszuästende Mindesthöhe beträgt sechs Meter für die Nadelbäume und vier oder sechs Meter für die Laubbäume;

4° Nur die gewerbsmäßigen Ausüstungen, das heißt solche, die später die Gewinnung knotenfreier Stammober- und -unterteile ermöglichen, können bezuschusst werden, und zwar mit Ausnahme jeglichen Unterhaltungsvorganges oder einer Durchdringungs-ausüstung;

5° die Ausüstung hat zu erfolgen, bevor die auszuästenden Ausleseebäume auf 1,5 Meter Höhe einen Höchstumfang von 80 cm für die Douglasien, Lärchen und Pappeln und 60 cm für die anderen Baumarten erreichen;

6° Der Höchstdurchmesser der auf auszuästender Stammhöhe befindlichen Äste ist jeweils für die Nadel- und Laubbäume auf 5 cm und 7 cm festgesetzt;

7° der Zuschuss wird lediglich für einen Eingriff im Laufe der Existenz eines Nadelbaumbestands gewährt. Er kann für zwei Eingriffe im Laufe der Existenz eines Laubbaumbestands gewährt werden;

8° für Nadelbäume bezieht sich der Zuschuss auf die Ausüstung auf zwei bis sechs Meter, auch wenn der Vorgang in zwei Malen erfolgt;

9° für Laubbäume können zwei Zuschüsse gewährt werden, wobei sich der erste auf die Ausüstung auf vier Meter und der zweite auf die Ausüstung auf sechs Meter bezieht;

10° die in dem vorliegenden Artikel angeführten Bedingungen müssen zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags erfüllt sein.

Art. 3 - Jeder Antrag auf Zuschuss wird per Einschreiben oder Aufgabe gegen Empfangsbescheinigung an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, in dem sich das Grundstück oder gegebenenfalls dessen Großteil befindet. In dem Antrag werden Name, Vornamen und Anschrift des Antragstellers und unter Umständen seines Bevollmächtigten angegeben und die Art des dinglichen Rechts vermerkt, über das er für sein Gut verfügt.

Dem Antrag werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Anpflanzungen, für die ein Zuschuss beantragt wird, sich befinden, rot eingekreist sind;

2° ein Auszug aus einer topografischen Karte im Maßstab 1/10 000, 1/20 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist sind;

3° für jeden Bestand eine kurze Beschreibung, in der die Fläche, der Bepflanzungsabstand, das Alter, der Zustand der Ausüstung, die Zusammensetzung der Arten in Prozenten und die Oberhöhe angegeben werden;

4° eine Abschrift der Zulassung des Ministeriums der Finanzen für die Forstbetriebsgemeinschaften.

Dem Antragsteller wird innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags eine Empfangsbestätigung zugesandt.

Art. 4 - Es darf lediglich ein Antrag auf Zuschuss pro Person und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Antragsteller betrachtet und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

Art. 5 - Die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen besichtigen die Gelände, die Gegenstand eines Antrags auf Zuschuss sind, und nehmen dort nach Benachrichtigung des Antragstellers die angemessenen Kontrollen vor.

Falls der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird der Zuschuss verweigert.

Art. 6 - Der Direktor des Zentrums befindet über den Antrag auf Zuschuss. Er stellt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Vergabe der Empfangsbestätigung des Antragschreibens zu. Die Arbeiten können nach der Vergabe der Empfangsbestätigung beginnen, ohne dass dem zu erwartenden Beschluss vorgegriffen wird.

Der Antragsteller kann beim Minister oder dessen Bevollmächtigten per Einschreiben bei der Post einen Einspruch gegen den Beschluss bezüglich der Ablehnung des Zuschusses oder bei Fehlen eines Beschlusses innerhalb der vorgesehenen Frist seitens des Direktors des Zentrums einreichen. Der Minister oder dessen Bevollmächtigter verfügen über dreißig Tage, um dem Antragsteller ihren Beschluss per Einschreiben bei der Post zu übermitteln.

Art. 7 - Die Ausüstungsarbeiten müssen spätestens innerhalb einer Frist von einem Jahr ab dem Beschluss der Gewährung des Antrags auf Zuschuss durchgeführt werden.

Der Antragsteller teilt dem Direktor des Zentrums brieflich die Beendigung der Ausüstungsarbeiten mit.

Art. 8 - Der Zuschuss wird in einem Male nach Vorlegung der gezahlten Rechnungen und/oder der durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettel ausgezahlt, nachdem der Direktor des Zentrums oder dessen Bevollmächtigter die Durchführung der Arbeiten gemäß Artikel 2 überprüft hat.

Art. 9 - Für jeden Auszahlungsantrag wird der Zuschuss auf 60 % des Betrags der durchgeführten Arbeiten festgelegt.

Für jeden vor dem 31. August 2006 eingereichten Auszahlungsantrag wird der Satz des Zuschusses jedoch auf 80 % des Betrags der auszuführenden Arbeiten festgelegt.

Die zuschussberechtigten Ausüstungskosten werden auf folgende Beträge begrenzt :

- 2,5 Euro (zwei Euro fünfzig Cents) pro Baum für die Nadelbäume, die bis auf mindestens sechs Meter Höhe ausgeästet werden;

- 1,25 Euro (ein Euro fünfundsiebzig Cents) pro Baum für die Laubbäume, die bis auf vier Meter ausgeästet werden;

- 1,75 Euro (ein Euro fünfundsiebzig Cents) pro Baum für die Laubbäume, die ab vier Meter bis auf mindestens sechs Meter ausgeästet werden;

- 3 Euro (drei Euro) pro Baum für die Laubbäume, die in einem Male bis auf mindestens sechs Meter ausgeästet werden.

Die maximale Anzahl bezuschussbarer Bäume pro Hektar wird auf 200 für die Nadelbäume und 120 für die Laubbäume festgelegt.

Die Mindestfläche, die pro Parzelle berücksichtigt werden kann, wird auf 50 Ar festgelegt. Der Zuschuss wird auf einen Betrag von 2.500 Euro (zweitausendfünfhundert Euro) je Antrag festgelegt.

Falls der Antrag von einer gemäß dem Gesetz vom 6. Mai 1999 zur Förderung der Gründung von zivilrechtlichen Gesellschaften von Forstbetriebsgemeinschaften gegründeten Forstbetriebsgemeinschaft ausgeht, wird ein zusätzlicher Betrag von 125 Euro pro Hektar (hundertfünfundzwanzig Euro) gewährt.

Gegebenenfalls erhöht der zusätzliche Betrag ebenso die in Absatz 5 des vorliegenden Artikels erwähnte Höchstbetragsgrenze.

Art. 10 - Außer im Falle höherer Gewalt muss der Anspruchsberechtigte während zwanzig Jahren ab der Gewährung des Zuschusses die Erhaltung der Gelände in ihrem bewaldeten Zustand bewahren oder garantieren, sonst läuft er die Gefahr, den auf der Grundlage des Index der Verbraucherpreise angeglichenen Betrag zurückzahlen zu müssen, wobei der Ausgangsindex der zum Datum der Zahlung des Zuschusses durch die Wallonische Region gültige Index ist.

Im Falle einer Bepflanzung mit Hybridpappeln wird der Zeitraum auf zehn Jahre herabgesetzt.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994, abgeändert durch den Erlass vom 6. März 1997, über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Auffichtung von Laub- und Nadelholzbeständen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2001.

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

N. 2001 — 3510

[C — 2001/27718]

**14 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de hoogtesnoei**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XV "Toelagen van het Waalse Gewest", ingevoegd bij het decreet van 17 december 1992 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 1995;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de hoogtesnoei, zoals gewijzigd bij het besluit van 6 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies (32.157/4) van de Raad van State, gegeven op 19 september 2001, overeenkomstig artikel 84, 1^e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten over de Raad van State;

Rekening houdende met de Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de door de Europese Unie genomen maatregelen onverwijld uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt een toelage toegekend voor de hoogtesnoei van loof- en naaldbomen.

De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van in het Waalse Gewest gelegen terreinen of aan de titularis van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

De bossen onder bosregeling, de bossen waarvoor een beheersovereenkomst afgesloten is met de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenmin als de bossen van Belgische publiekrechtelijke personen komen in aanmerking voor de toekenning van de toelage.

Art. 2. De toelage wordt toegekend indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1^o de onder dit besluit vallende boomsoorten zijn alle hoogstammige naaldboom- en loofboomsoorten voor de productie van timmerhout;

2^o de gesnoeide bomen moeten gelijkmatig over de oppervlakte van het terrein verdeeld zijn;

3^o de te bereiken minimale snoeihoogte bedraagt zes meter voor de naaldbomen en vier of zes meter voor de loofbomen;

4^o enkel de snoeiingen voor de afzet, waardoor later knoestvrije houtblokken of bovenhoutblokken verkregen kunnen worden, zijn subsidiëerbaar met uitsluiting van onderhoudswerken of het sleunen;

5^o het snoeien gebeurt vooraleer de omtrek van de te snoeien keurbomen maximum 80 cm bereikt heeft op een hoogte van 1,5 meter voor douglas, lork en populier en 60 cm voor de andere soorten;

6^o de maximale diameter van de te snoeien takken langs de stam af wordt op 5 cm en 7 cm vastgesteld voor respectievelijk naaldhout en loofhout;

7^o wat de naaldbomen betreft, wordt de toelage toegekend voor één enkele handeling tijdens het leven van het bestand. Voor de loofbomen kan zij toegekend worden voor twee handelingen tijdens het leven van het bestand;

8^o de toelage voor naaldbomen betreft het snoeien op twee tot zes meter, zelfs indien het in twee keer verricht wordt;

9^o voor loofbomen kunnen twee toelagen verkregen worden, de eerste voor het opsnoeien tot een hoogte van vier meter en de tweede voor het opsnoeien tot een hoogte van zes meter;

10^o de in dit artikel vermelde voorwaarden moeten vervuld zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag.

Art. 3. Iedere aanvraag om toelage wordt per aangetekend schrijven gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan de directeur van het centrum van de Afdeling Natuur en Bossen waar de eigendom, of, eventueel, het grootste gedeelte ervan zich bevindt. De aanvraag vermeldt naam, voornamen en adres van de aanvrager en eventueel van zijn machthebber en bepaalt de aard van het zakelijk recht dat hij over het goed heeft.

Daarbij worden gevoegd :

1^o een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of perceeldelen met de bestanden waarvoor de toelage gevraagd wordt met een rode streep omlijnd worden;

2^o een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10 000, 1/20 000 of 1/25 000 waarop het (de) betrokken perceel (percelen) in het rood omlijnd zijn;

3^o voor ieder bestand, een beknopte beschrijving met vermelding van de oppervlakte, de ouderdom, de mate waarin de stammen zijn opgesnoeid, de samenstelling van de soorten uitgedrukt in percent;

4^o wat de bosgroeperingen betreft, een afschrift van de erkenning door het Ministerie van Financiën.

Een ontvangstbevestiging wordt aan de aanvrager binnen vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag toegestuurd.

Art. 4. Er mag slechts één aanvraag om toelage per persoon en per kalenderjaar ingediend worden. In geval van onverdeeldheid wordt deze laatste en niet iedere mede-eigenaar beschouwd als indiener van de aanvraag. Elke aanvraag mag een of meerdere percelen inhouden.

Art. 5. De personeelsleden van de Afdeling Natuur en Bossen bezoeken de plaatsen waarvoor een toelage is aangevraagd en voeren er de gepaste controles uit na kennisgeving ervan aan de aanvrager.

Indien de aanvrager de toepassing van dit artikel weigert of verhindert, wordt de toelage hem geweigerd.

Art. 6. De directeur van het centrum neemt een beslissing in verband met de aanvraag om toelage. Hij geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van dertig dagen vanaf de uitreiking van de ontvangstbevestiging van de aanvraag. De werkzaamheden mogen worden aangevat na de afgifte van de ontvangstbevestiging, ongeacht de te nemen beslissing.

De aanvrager kan bij aangetekende brief een beroep indienen bij de Minister of diens afgevaardigde tegen de beslissing tot weigering van de toelage of indien de directeur van het centrum geen beslissing genomen heeft binnen de voorziene termijn. De Minister of zijn afgevaardigde heeft dertig dagen tijd om zijn beslissing aan de aanvrager bekend te maken bij aangetekende brief.

Art. 7. De snoeiwerken moeten ten laatste uitgevoerd worden binnen een termijn van één jaar vanaf de beslissing tot toekenning van de aanvraag om toelage.

Bij brief gericht aan de directeur van het centrum geeft de aanvrager kennis van de beëindiging van de snoeiwerken.

Art. 8. De toelage wordt in één keer vereffend op voorlegging van de door de aanvrager voor eensluidend verklaarde afschriften van gekwiteerde facturen en/of loonfiches en na controle van de uitvoering der werken overeenkomstig artikel 2 door de directeur of zijn afgevaardigde.

Art. 9. Voor iedere aanvraag tot uitbetaling is de toelage vastgesteld op 60 % van het bedrag van de uitgevoerde werken.

Voor elke aanvraag tot uitbetaling ingediend vóór 31 augustus 2006, wordt het bedrag van de toelage evenwel vastgesteld op 80 % van het bedrag van de uit te voeren werken.

De maximum kostprijs van de te subsidiëren snoeiing is vastgesteld op het bedrag van :

- 2,5 euro (twee euro vijftig cent) per gesnoeide boom in geval van naaldbomen gesnoeid tot een hoogte van minstens zes meter;

- 1,25 euro (één euro vijftig cent) per boom gesnoeid tot een hoogte van vier meter in geval van loofbomen;

- 1,75 euro (één euro vijfenzeventig cent) per boom gesnoeid tot een hoogte vanaf vier meter en tot minstens zes meter in geval van loofbomen;

- 3 euro (drie euro) per boom gesnoeid in één keer tot een hoogte van minstens zes meter in geval van loofbomen.

Het maximum subsidieerbare bomen per hectare is vastgesteld op 200 voor de naaldbomen en op 120 voor de loofbomen.

De in aanmerking genomen minimale oppervlakte per perceel is vastgesteld op 50 aren. De toelage is beperkt tot een maximumbedrag van 2 500 euro (tweeduizend vijfhonderd euro) per aanvraag.

Een bijkomend bedrag van 125 euro per hectare (honderd vijftig euro per hectare) wordt toegekend indien de aanvraag wordt gedaan door een bosgroepering samengesteld overeenkomstig de wet van 6 mei 1999 ter bevordering van de oprichting van burgerlijke bosgroeperingsvennootschappen.

Dit supplement kan in voorkomend geval het in het vijfde lid van dit artikel bedoelde maximumbedrag evenredig verhogen.

Art. 10. Behalve in geval van overmacht moet de rechthebbende de bebosde staat van de plaatsen behouden of vrijwaren gedurende twintig jaar vanaf de toekenning van de toelage op straffe van de terugbetaling van het bedrag aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij als referentieindexcijfer geldt, het cijfer dat van toepassing was op de datum van de uitbetaling van de toelage door het Waalse Gewest.

Voor de beplanting van hybride populieren wordt deze periode tot tien jaar teruggebracht.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de hoogtesnoei, zoals gewijzigd bij het besluit van 6 maart 1997, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheden de Bossen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART